

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

À Bourges, le 8 février 2017

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

## INSTALLATIONS CLASSÉES

### Établissements MAINGUY

#### Commune SAINT GERMAIN DU PUY

#### Rapport relatif à la mise à jour de la situation administrative et des prescriptions applicables

Objet : Installations classées. Demande de modification des conditions d'exploiter des établissements MAINGUY à Saint-Germain-du-Puy.

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par bordereau du 26 septembre 2013, madame la Préfète du Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, une demande d'exonération des obligations de traçabilité des déchets ainsi qu'une demande de modification des conditions d'exploiter présentées par les établissements MAINGUY pour le site qu'ils exploitent ZI Les Distracts, rue Voltaire sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY. Ces demandes ont été complétées par courriers des 1<sup>er</sup> décembre 2014, 9 mars 2015, 23 décembre 2015, 2 février 2016 suite aux demandes de complément d'information formulées par l'inspection des installations classées.

Par bordereau du 21 septembre 2016, madame la Préfète du Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, le courrier du 15 septembre 2016 des établissements MAINGUY auquel était joint un dossier complété.

### 1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Les établissements MAINGUY, dont le siège social est situé rue Voltaire sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY, exploitent des installations de stockage et de récupération de déchets et de métaux. Ils sont autorisés à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral n°2010.1.1524 du 26 août 2010. Cet arrêté préfectoral a été complété par lettre préfectorale du 30 mars 2015 accordant le bénéfice des droits acquis liés à l'antériorité pour les rubriques 2710-1 et 2710-2 de la nomenclature des installations classées.

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire  
plan de localisation et plan de gestion  
Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10  
Copie à : DREAL Centre-Val de Loire - Service de la Pyrotechnie - CS 70004  
18021 Bourges Cedex  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>

Le tableau suivant résume la situation administrative actuelle de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	VOLUME D'ACTIVITÉ	Régime
1450	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques. 2. Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	5 t	A
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 t.	10 t	A
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 1. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	2 000 m <sup>2</sup>	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	10 t	A
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>	400 m <sup>3</sup>	D
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2713, 2714, 2715 et 2719. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	250 m <sup>3</sup>	DC
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Stockage de liquide inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m <sup>3</sup>	0,4 m <sup>3</sup>	NC
1434	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) Le débit maximum équivalent de l'installation étant inférieur ou égal à 1 m <sup>3</sup> /h	0,8 m <sup>3</sup> /h	NC
1530	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 000 m <sup>3</sup>	200 m <sup>3</sup>	NC
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>	80 m <sup>3</sup>	NC
2711	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut	100 m <sup>3</sup>	NC

	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>		
2920	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, présence de liquides inflammables ou toxiques  La puissance absorbée étant inférieure ou égale à 20 kW	3 kW	NC

A : Autorisation ; DC : déclaration avec contrôle ; D : déclaration ; NC (non classé)

## 2. DEMANDE D'EXONERATION DE L'OBLIGATION DE TRACABILITE DES DECHETS NON DANGEREUX

Par courrier du 19 novembre 2012 complété par les courriers du 1<sup>er</sup> décembre 2014 et du 9 mars 2015, les établissements MAINGUY demandent à être exonérés des obligations de traçabilité pour les ferrailles, les métaux, les déchets non dangereux, les cartons, les plastiques, le bois et les gravats.

L'exploitant justifie que les petites quantités des déchets énumérés ci-dessus provenant de clients différents sont regroupées et stockées soit en vrac sur sol bétonné, soit dans des bennes. Une partie de la quantité de ces déchets est ensuite chargée soit en semi-remorques soit dans des bennes de 30 m<sup>3</sup> et expédiée vers les filières de traitement. En conséquence, d'après l'exploitant, la provenance des déchets initiaux n'est plus identifiable lors de l'expédition vers les filières de traitement.

L'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres de suivi des déchets stipule que : « Les installations réalisant une transformation importante des déchets, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées au précédent alinéa, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit. »

Le regroupement des déchets n'est pas une transformation importante et cela n'empêche pas l'exploitant de tenir à jour le registre de déchets entrants et le registre de déchets sortants mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012.

Cette justification n'étant pas recevable, l'exonération de l'obligation de traçabilité pour les ferrailles, les métaux, les déchets non dangereux, les cartons, les plastiques, le bois et les gravats ne peut pas être accordée.

## 3. DEMANDE DE MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITER

### 3.1. Augmentation de quantités maximales stockées sur site et augmentation de quantités maximales annuelles

Par courrier du 15 septembre 2016, l'exploitant a demandé à modifier certaines quantités maximales stockées sur site et certaines quantités maximales annuelles pour lesquelles il est autorisé par arrêté préfectoral du 26 août 2010. Le tableau ci-dessous présente les quantités actuellement autorisées et les quantités demandées.

Type de déchets	Quantité maximale autorisée sur site	Quantité maximale sur site demandée	Quantité annuelle autorisée sur site	Quantité annuelle sur site demandée
Ferrailles	800 t	870 t	8 000 t	9 100 t
Métaux	100 t		1500	

Tournures d'aluminium	5 t	30 t	50 t	300 t
Batteries	10 t	30 t	100 t	200 t
Déchets non dangereux	25 t	40 t	1 500 t	6 000 t
DEA	0 t	6 t	0 t	500 t
DEEE non dangereux	20 t	inchangée	800 t	inchangée
Papiers / cartons	10 t	inchangée	200 t	800 t
Bois	12 t	inchangée	200 t	800 t

L'augmentation de la quantité maximale de batteries stockées sur site entraîne une hausse de 10 à 30 t sous la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées.

Les quantités actuelles sur site dépassent les quantités régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 26 août 2010. L'augmentation des quantités n'entraîne pas d'évolution dans le classement de l'établissement.

### **3.2. Activité de regroupement et de démantèlement de déchets d'éléments d'ameublement (DEA)**

Les établissements MAINGUY sont prestataires pour VALDELIA, éco-organisme prenant en charge la collecte, le tri et le recyclage des déchets d'éléments d'ameublements (DEA). Les DEA sont stockés dans une benne de 30 m<sup>3</sup>.

L'activité de regroupement de DEA relève de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées. Le volume total classé au titre de cette rubrique n'évolue pas.

Les établissements MAINGUY effectue la collecte, le regroupement, le tri et le traitement des DEA. Le traitement des DEA consiste à séparer les parties valorisables (bois, ferraille) des parties non-valorisables (déchets non dangereux). Cette opération est faite à l'extérieur, devant la benne de stockage de DEA. Les parties ainsi séparées sont ensuite stockées avec les autres déchets de mêmes catégories présents sur le site. Puis elles sont expédiées vers les filières de traitement adaptées. Les exutoires actuels sont les mêmes que pour les déchets présents sur le site, à savoir :

- pour le bois, la société MEMPONTEL (18)
- pour la ferraille, la société SAM MONTEREAU (77)
- pour les déchets non dangereux, la société SETRAD (18)

Le démantèlement est considéré comme une activité de traitement de déchets et est donc classable sous la rubrique 2791 (Traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées.

### **3.3. Activité d'achat au détail de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets**

Les établissements MAINGUY sont déjà autorisés à prendre en charge des ferrailles et des métaux issus d'un apport de particuliers de l'ordre d'un volume susceptible d'être présent dans l'installation de 80 m<sup>3</sup>, classable sous la rubrique 2710-2 de la nomenclature des installations classées.

Les établissements MAINGUY demandent à pouvoir prendre en charge les déchets non dangereux de papier, carton, plastique, bois, les déchets industriels non dangereux et les DEA apportés par le producteur initial de ces déchets selon les volumes suivants :

- déchets de papier, carton, plastique, bois : 30 m<sup>3</sup>;
- déchets non dangereux et DEA : 40 m<sup>3</sup>

Ces déchets non dangereux apportés par le producteur initial seront stockés sur les zones de stockage appropriées en respectant les capacités maximales autorisées.

Les déchets de papier, carton, plastique et DEA sont stockés en bennes de 30 m<sup>3</sup>. Les déchets de bois sont stockés dans une case de 40 m<sup>2</sup> et les déchets non dangereux sont stockés dans une case de 80 m<sup>2</sup>.

Le total de ces volumes est de 150 m<sup>3</sup>, ceci étant supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> et inférieur à 300 m<sup>3</sup>, l'activité est donc classable sous la rubrique 2710-2 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration avec contrôle.

#### **3.4. Nouvelle situation administrative des établissements MAINGUY**

Le décret n°2014-285 du 3 mars 2014, rentré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2015, modifie la nomenclature des installations classées. Il introduit notamment les rubriques 4000 et supprime ou modifie certaines rubriques 1000. Le positionnement de l'exploitant sur les nouvelles rubriques 4000 a été transmis avec le courrier du 15 septembre 2016. Les établissements MAINGUY sont non classées sous la rubrique 4734.

Au vu des éléments précédents, la nouvelle situation administrative de l'établissement serait la suivante :

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	VOLUME D'ACTIVITÉ	Régime
2710 - 1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.  1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 t.	10 t	A
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.  1. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	2 000 m <sup>2</sup>	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.  1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	30 t	A
2710 - 2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.  2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 300 m <sup>3</sup> .	150 m <sup>3</sup>	DC
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	460 m <sup>3</sup>	D

	2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>		
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2713, 2714, 2715 et 2719. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	250 m <sup>3</sup>	DC
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets étant inférieure à 10 t/j.	8 t/j	DC
1434	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) Le débit maximum équivalent de l'installation étant inférieur ou égal à 1 m <sup>3</sup> /h	0,6 m <sup>3</sup> /h	NC
2711	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	90 m <sup>3</sup>	NC
2920	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, présence de liquides inflammables ou toxiques La puissance absorbée étant inférieure ou égale à 10 kW	3 kW	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant inférieure à 50 t au total.	1,8 t	NC

A : Autorisation ; D : déclaration ; NC (non classé)

Le tableau de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement doit être modifié en conséquence par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

### **3.5. Impact du projet sur l'environnement**

#### **▪ Eau**

L'exploitant ne prévoit pas de consommation supplémentaire d'eau dans le cadre de l'accroissement de l'activité de stockage et de récupération de déchets et de métaux.

L'activité de stockage et de récupération de déchets et de métaux n'apporte aucun rejets d'eaux usées industrielles hormis les eaux de ruissellement.

Les batteries sont stockées sous abri dans des bacs étanches, les tournures d'aluminium sont stockées dans des bennes étanches et les DEA sont stockés dans une benne.

Les eaux de ruissellement sont collectées dans un bassin de décantation étanche puis sont traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau communal (fossé) d'eaux pluviales. L'arrêté préfectoral du 26 août 2010 prescrit un suivi de ces eaux pluviales.

L'impact lié aux rejets d'eau peut être estimé comme acceptable.

- *Air*

Les seuls rejets supplémentaires d'air proviennent des gaz d'échappement des véhicules transitant sur le site. L'exploitant estime à un apport supplémentaire de véhicules de l'ordre de 5 camions par jour. L'impact peut être considéré comme acceptable.

- *Bruit*

Aucune nuisance sonore supplémentaire par rapport à l'existant n'est à signaler étant donné qu'il n'y a pas d'ajout de machines supplémentaires génératrices de bruit.

- *Déchets*

Cette activité ne génère pas de production déchets supplémentaires.

- *Trafic*

Le trafic de poids lourds présenté dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter était de 25 véhicules par jour. L'exploitant estime à un apport supplémentaire de véhicules de l'ordre de 5 camions par jour soit une augmentation de moins de 1% du trafic journalier sur la RD 955 et 0,2 % sur la RN 151. Cet impact peut par conséquent être considéré comme acceptable.

- *Risques*

Les besoins en eau d'incendie ne sont pas modifiés et sont couverts par la borne incendie à proximité du site.

Les conséquences d'un éventuel incendie sur les zones de stockage de bois et de déchets non dangereux et sur les zones de stockage de papiers et cartons plastiques et DEA ont été modélisées.

L'ensemble des zones d'effets des flux thermiques de 3 kW/ m<sup>2</sup> (effets irréversibles pour l'Homme), 5 kW/m<sup>2</sup> (seuil des effets létaux) et de 8 kW/m<sup>2</sup> (seuil des effets létaux significatifs et des effets dominos) est contenu dans les limites de propriété du site.

La modélisation démontre des d'effet domino entre les zones de stockage de bois et de déchets non dangereux et les zones de stockage de papiers et cartons plastiques et DEA. Pour palier ce risque, l'exploitant propose d'éloigner d'une distance de 1,5 mètres ces deux zones et d'éloigner d'une distance de 1 mètre les zones de stockage de papiers et cartons plastiques et DEA du hangar. Ces distances sont reprises à l'article 4 du projet d'arrêté préfectoral. Le hangar est utilisé pour le stockage des batteries, de la cuve GNR, des produits d'entretien des véhicules et contient une zone de stockage de métaux. L'article 4 du projet d'arrêté préfectoral exige que les matières inflammables présentes dans le hangar soient stockées en dehors du périmètre des flux thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>.

#### 4. Conclusions et propositions de l'inspection des installations classées

Une demande de modification des conditions d'exploiter a été effectuée par les établissements MAINGUY conformément à l'article R.512-33-II du Code de l'environnement. Au vu des éléments présents dans sa demande notamment les mesures prévues pour prévenir et maintenir les impacts et les risques, les modifications apportées par le pétitionnaire ne sont pas considérées comme substantielles. Néanmoins, il est nécessaire de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2010.1.1524 du 26 août 2010 pour prendre en compte l'évolution des activités et introduire des prescriptions relatives aux conditions de stockage des déchets.

L'inspection des installations classées émet, en conséquence, un avis favorable à la demande déposée par les établissements MAINGUY et propose à madame la Préfète du Cher d'autoriser les modifications des conditions d'exploiter et de modifier les prescriptions applicables à cet établissement par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral à cet effet est joint au présent rapport.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées émet un avis défavorable à la demande d'exonération de l'obligation de traçabilité des déchets.

En application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral doit être présenté, pour avis, au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

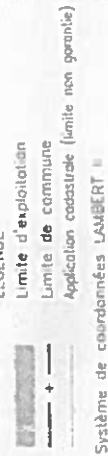
L'inspectrice de l'environnement,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme,  
à monsieur le préfet du Cher,  
Pour le directeur régional,  
Le chef de la subdivision 1 du Cher,

Signé





# PLAN DES STOCKAGES St GERMAIN

MAJ 10/2016

